

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 15/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LR PLAST**

1 rue Claude Monet  
76600 Le Havre

Références : 20251013\_VI\_suivipartielMeD20251003  
Code AIOT : 0005805913

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2025 dans l'établissement LR PLAST implanté Rue JEAN PAUMIER Parc d'activités des Hautes Falaises 76400 Épreville. L'inspection a été annoncée le 10/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 13 octobre 2025 s'inscrit dans le cadre du suivi partiel de la mise en demeure datée du 03 octobre 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LR PLAST
- Rue JEAN PAUMIER Parc d'activités des Hautes Falaises 76400 Épreville
- Code AIOT : 0005805913

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LR Plast effectue des opérations de regroupement et de broyage de déchets de matières plastiques.

Ces activités sont autorisées par un arrêté préfectoral d'autorisation environnementale daté du 25 septembre 2024.

L'inspection a contrôlé par sondage les installations suivantes :

- Stockage des déchets plastiques ;
- Bassin d'infiltration et ses berges ;
- Voie d'accès des engins de secours.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volume maximal de plastiques	AP de Mise en Demeure du 03/10/2025, article 1er	Sans objet
2	Accessibilité des engins de secours	AP de Mise en Demeure du 03/10/2025, article 1er	Sans objet
3	Prévention de dispersion de granulés de plastiques	AP de Mise en Demeure du 03/10/2025, article 1er	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués par l'inspection des installations classées lors de la visite du 13 octobre 2025 mettent en évidence l'investissement de l'exploitant en vue d'un retour rapide à la conformité de son site, notamment par les actions suivantes :

- une réduction significative des volumes de plastiques stockés, permettant de se conformer aux seuils réglementaires maximaux ;
  - l'évacuation des éléments de toiture dont la présence avait été constatée sur la voie d'accès des engins de secours ;
  - la rédaction et la mise en œuvre d'une procédure visant à prévenir la dispersion de granulés plastiques dans l'environnement.
- L'inspection conclut que la situation a été régularisée pour les constats visés par le présent rapport et que l'exploitant s'est ainsi conformé aux délais prescrits par sa mise en demeure pour les actions dont les échéances étaient fixées à cinq jours et à un mois. L'inspection des installations classées sera attentive au respect des échéances à venir.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Volume maximal de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/10/2025, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi de la mise en demeure du 03 octobre 2025
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société LR PLAST (n° Siret : 80751711500026) dont le siège social est situé 1 rue Claude Monet 76600 LE HAVRE, est mise en demeure, pour son site sis rue Jean PAUMIER à EPREVILLE de se conformer : - sous un délai de cinq jours à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2024 susvisé, et notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• aux dispositions de l'article 1.2, en respectant un volume maximal de plastiques stockés fixé à 1800 m<sup>3</sup> ;</li></ul> [...]
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection que le suivi de la quantité de déchets plastiques traitée quotidiennement (rubrique 2791) et du volume de matières plastiques stockées sur le site (rubrique 2714) est réalisé à distance par le siège de l'entreprise situé au Havre. Il a indiqué que l'état des stocks fait l'objet d'une mise à jour quotidienne, établie par corrélation entre les quantités de plastiques réceptionnées et expédiées, et qu'il peut y accéder à tout moment, notamment en cas de sinistre sur le site. Il a également présenté son tableau de suivi et a indiqué que le vendredi 10 octobre 2025, 568 tonnes de plastiques étaient stockées dans l'installation ce qui correspond à un volume de 1420 m <sup>3</sup> . L'inspection a pu constater visuellement sur le terrain que les volumes de plastiques présents le lundi matin étaient cohérents avec les données fournies par l'exploitant pour le vendredi 10 octobre 2025.  L'inspection constate que les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2024 susmentionné fixant un volume maximal de plastiques susceptible d'être présent dans l'installation à 1800 m <sup>3</sup> ont été respectées dans le délai de cinq jours fixé par la mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Accessibilité des engins de secours

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/10/2025, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi de la mise en demeure du 03 octobre 2025
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société LR PLAST (n° Siret : 80751711500026) dont le siège social est situé 1 rue Claude Monet

<p>76600 LE HAVRE, est mise en demeure, pour son site sis rue Jean PAUMIER à EPREVILLE de se conformer :</p> <p>- sous un délai de cinq jours à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2024 susvisé, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...]</li> <li>• aux dispositions de l'article 5.1.3, en évacuant les éléments de toiture présents sur la voie engin de secours à proximité du bâtiment de production.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que les éléments de toiture précédemment observés sur la voie de circulation des engins de secours, située à proximité du bâtiment de production, ont été évacués et que cette voie était également libre de tout autre obstacle. Lors de la visite, le SDIS 76 a émis des remarques concernant les stockages situés le long de la voie engin et à l'arrière du bâtiment de production, qui pourraient gêner la circulation et le retournement des engins d'intervention (à vérifier en fonction de la dimension exacte des surfaces disponibles). L'inspection constate que les dispositions de l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2024 susmentionné, précisant que les voies utilisables par les engins de secours doivent être libres en permanence de tout obstacle, ont été respectées dans le délai de cinq jours fixé par la mise en demeure.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veillera à prendre en compte les remarques du SDIS concernant la circulation et le retournement des engins d'intervention sur la voie engins de secours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Prévention de dispersion de granulés de plastiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/10/2025, article 1er</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de la mise en demeure du 03 octobre 2025</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société LR PLAST (n° Siret : 80751711500026) dont le siège social est situé 1 rue Claude Monet 76600 LE HAVRE, est mise en demeure, pour son site sis rue Jean PAUMIER à EPREVILLE de se conformer :</p> <p>[...]</p> <p>- sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions de l'article D.541-362 du code de l'environnement, en rédigeant une procédure afin de prévenir la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement, et en l'appliquant dans ce même délai.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection la procédure mise en place pour prévenir la</p>

dispersion de granulés de plastiques industriels (GPI) dans l'environnement. L'inspection constate que le contenu de cette procédure respecte les dispositions de l'article D.541-362 du code de l'environnement et précise les modalités et la fréquence d'entretien du réseau d'évacuation des eaux pluviales, notamment les paniers, le dégrilleur, le séparateur d'hydrocarbures ainsi que le bassin d'infiltration et ses abords.

L'exploitant a également indiqué avoir formé les neuf salariés du site à la prévention des pertes de GPI. L'inspection a constaté l'absence de deux émargements sur l'attestation de suivi de la formation. L'exploitant a déclaré que ces deux salariés avaient bien suivi la formation mais avaient omis d'émarger.

Par ailleurs, l'inspection a constaté que les fiches de suivi terrain associées à la procédure sont correctement renseignées par les opérateurs et que leur contenu est cohérent avec celui de la procédure.

L'exploitant a également déclaré avoir mis en œuvre des actions sur le terrain, notamment :

- le positionnement de blocs de béton sur le pourtour des berges du bassin d'infiltration afin de faciliter le ramassage éventuel de GPI ;
- le rehaussement du dégrilleur afin de prévenir un éventuel phénomène de reflux du bassin d'infiltration lors de fortes précipitations et d'éviter la libération dans l'environnement de GPI initialement retenus par le dégrilleur.

Ces deux points ont effectivement été constatés par l'inspection des installations classées.

Au cours de la visite, l'inspection a constaté :

- que le site était propre ;
- l'absence de GPI dans le bassin d'infiltration et sur ses berges.

L'inspection constate que les dispositions de l'article D.541-362 du code de l'environnement précisant que tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement ont été respectées dans le délai de cinq jours fixé par la mise en demeure.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant veillera à ce que les deux salariés ayant omis d'émarger l'attestation de formation à la prévention de la dispersion des granulés de plastiques industriels régularisent cette situation.

**Type de suites proposées :** Sans suite